INTERNATIONALISME

ORGANE THEORIQUE ET DE DISCUSSION

N° 14

(Octobre 1946)

Sommaire

- 1) QUE SE PASSE-T-IL EN RUSSIE ?
- 2) DU REFERENDUM AUX ELECTIONS LEGISLATIVES
- 3) CAPITALISME D'ÉTAT ET SOCIALISME
- 4) SUR LA NATURE DES PARTIS COMMUNISTES

PRIX 10 Frs

GAUCHE COMMUNISTE DE
FRANCE

QUE SE PASSE-T-IL EN RUSSIE ?

Il y a quelques temps les colonnes des journaux du monde entier étaient remplies de rapports sur la nouvelle campagne d'épuration qui s'est déclenchée récemment en Russie.

Cela a commencé par la production cinématographique où des scénaristes, des metteurs en scène très connus ont été violemment pris à partie. Leur faute consisterait à mettre trop l'accent sur l'initiative des masses, sans souligner suffisamment les hautes qualités des dirigeants dans la défense de la patrie durant la guerre.

La liberté de la critique, comme tout le monde le sait, n'existait pas en Russie, il fallait comprendre que l'initiative n'appartenait pas aux auteurs des articles accusateurs mais qu'ils avaient agi sur ordre supérieur. En effet, quelques jours après, la presse russe publiait une résolution du CC du Parti Communiste à ce sujet. Ce fut le signal d'un déchaînement de campagne de critiques savamment orchestrée, comme cela est typique en Russie. Les dénonciations des "déviationnistes bourgeois" et de "l'esprit pourri de l'Occident" battent leur (son) plein. Tout un chacun se sent menacé et personne ne peut se dire à l'abri.

Comme un ouragan déchaîné, la "critique" a déferlé sur toutes les branches de l'activité artistique. Du cinéma au théâtre, à la musique, à la production littéraire, à la presse quotidienne d'information, dans l'enseignement, partout où l'on a soudainement découvert des malfaçons, des déformations de l'esprit pur du bolchévisme et de Staline, partout dans tous les domaines on a trouvé des hérétiques à démasquer dans le pur style de la maison, c'est-à-dire que celui qui a dénoncé la veille l'est lui-même aujourd'hui par celui qui le sera à son tour demain.

La Russie de Staline a des traditions à conserver et tout le monde observe scrupuleusement la règle du jeu. Pour qui connaît tant soit peu la façon d'agir de l'État "socialiste" russe, il ne pouvait y avoir de doute que nous assistions à l'ouverture d'une grande campagne dont la critique de l'activité artistique n'était que le hors-d'œuvre, le préambule.

En 15 jours on a fini par passer du terrain de l'art à celui du social, le vrai objectif de toute cette campagne. Brusquement on a découvert des vols, des mises en vente illégales de terres de l'État appartenant aux kolkhozes. Des dilapidations des avoirs des kolkhozes, machines, semences, bétails, récoltes etc. A la suite de cette campagne, des milliers de fonctionnaires, petits bureaucrates, subalternes, présidents de kolkhozes et secrétaires de cellules ont été déplacés, inculpés, arrêtés.

A quoi vise cette campagne d'épuration ?

Les staliniens, qui ne sont jamais embarrassés quand il s'agit de justifier ce qui se passe en Russie, ne se contentent pas seulement de justifier toutes les mesures les plus draconiennes mais mettent en parallèle l'énergie de la Patrie "socialiste" dans sa lutte contre les défaillants et la mollesse de l'épuration dans les pays capitalistes. On ne saurait douter en toute loyauté de l'énergie dans la répression de la Russie de Staline. Sur ce point, elle peut en montrer beaucoup aux autres pays et même à des régimes d'un Hitler ou d'un Mussolini qui n'ont pas manqué de s'en inspirer.

On sait que la terreur est le fait le plus constant dans la Russie de Staline, on s'explique en conséquence difficilement que, malgré cette terreur "la première du monde", de larges couches de ce peuple le plus policé et le plus surveillé trouve la possibilité de se livrer à des attentats contre l'ordre au point de nécessiter de temps à autre l'organisation de campagne spéciale d'épuration.

Certains journaux socialisants, tel *Combat*, se sont efforcés d'expliquer la récente campagne par l'état de mécontentement de la population, mécontentement provoqué par la situation matérielle inhumaine dans laquelle vivent et souffrent les larges masses. Les conditions de vie en Russie - qui étaient déjà, avant la guerre, très inférieures à celles des pays de l'Europe - se sont terriblement aggravées au cours de la guerre. Tout le centre économique de la production des articles de consommation immédiate - l'Ukraine, la Russie blanche, la Crimée et le Donetz - a longtemps été occupé par l'armée allemande et complètement dévasté par des campagnes militaires, par les successives occupations et réoccupations dans les péripéties de la guerre russo-allemande. Il n'y a aucun doute que les articles de consommation directe des masses déjà fortement insuffisants avant, parce qu'ils ne présentaient pas le moindre souci pour les réalisateurs des plans quinquennaux, soient devenus quasi complètement introuvables aujourd'hui à la suite de la guerre et des dévastations. Il n'y aura rien d'étonnant à ce que, dans une situation de disette et de famine, fleurissent d'une part la spéculation, le marché noir et le lucre, d'autre part la tendance des larges masses à se procurer, par tous les moyens possibles et au risque de n'importe quelle répression, le minimum indispensable d'objet de consommation.

Le mécontentement est un fait général en Russie. Il suffit de constater les désertions massives des soldats de l'armée rouge à l'étranger et la résistance de nombreux prisonniers russes au rapatriement dans leur chère "patrie" pour s'en convaincre. La disette dans les villes est à la base de la désertion des ouvriers des usines. Cette désertion a pris de telles proportions que le gouvernement fut obligé de renoncer provisoirement aux simples mesures de contraintes et de promulguer une amnistie générale afin de faire revenir les ouvriers à leur lieu de travail. Il est fort possible dans ces conditions que le gouvernement cherche à dévier le mécontentement, à trouver des boucs émissaires qu'il rend responsables de la pagaille et de la disette. D'autre part il essaie de mettre un terme à un relâchement de la discipline dans le domaine de la production et surtout dans le domaine de la circulation des produits de première nécessité. Des millions d'êtres abandonnés souvent à leur propre sort pendant des mois durant la guerre, ont pris l'habitude de se

débrouiller comme ils pouvaient et de procurer le nécessaire par le troc direct et par leur propre production individuelle. Il n'y a rien d'étonnant à ce que la population paysanne ait partagé des propriétés d'État ou des kolkhozes : la terre, les moyens de production et le bétail.

Certainement que de telles dislocations de kolkhozes donnaient lieu à des abus nombreux de la part des présidents ou autres fonctionnaires bureaucrates, s'arrogeant le droit de propriétaire et procédant à des mises en vente à leur propre bénéfice.

Les témoignages que nous avons pu recueillir de personnes revenant récemment de ce pays de cocagne concordent tous pour souligner qu'il n'y a peut-être pas un autre pays en Europe où règnerait, comme en Russie, dans tous les actes de la vie, le système de pots de vin au point qu'il constituerait la source principale et souvent unique des revenus des citoyens.

On comprend que l'État, unique propriétaire en Russie, ne puisse s'accommoder longtemps de cet état de choses où le gaspillage lui apparaît avant tout comme une atteinte à ses intérêts de propriétaire. Sous le prétexte de ramener de l'ordre dans la vie économique, il s'agit uniquement de son ordre à lui, c'est-à-dire de reprendre le contrôle de la vie économique qui lui a particulièrement échappé, et soumettre toute la population à une rigoureuse discipline de travail en vue de leur exploitation maximum dans son intérêt. Il faut se rappeler que la Russie a subi de terribles destructions. Pour tenir sa place de grande puissance antagoniste des États-Unis, l'État russe doit au plus vite rétablir sa puissance économique et industrielle. Son désavantage financier et matériel par rapport aux États-Unis, l'État russe tente de le compenser d'une part par une politique de pillage effréné dans les pays de l'Europe orientale et balkanique occupés par lui et, d'autre part, par la mise en esclavage absolu, par l'exploitation poussée à la limite extrême des grandes masses de sa population à l'intérieur.

Les trotskistes, si jamais ils se décident à en parler (n'oublions pas que cela peut porter atteinte au prestige de "l'État ouvrier" et par suite compromettre "la défense des conquêtes d'Octobre"), verront sans doute dans cette campagne d'épuration l'expression d'un réveil des masses ouvrières russes contre l'appareil stalinien. Cette façon de voir toujours dans la répression sanglante de l'État stalinien un acte préventif face à un réveil sourd mais menaçant des masses ouvrières est une vue schématique qui ne repose absolument sur rien. Déjà en 1934 Trotsky voulait absolument voir dans l'attentat de Kirov et la répression qui a suivi la manifestation d'un esprit anti-stalinien dans la classe ouvrière. Dans le même sens il interprétait les ignobles procès de Moscou. Sur ce point, comme sur bien d'autres, Trotsky s'est absolument trompé. Malheureusement pour le prolétariat international les ouvriers russes se sont trouvés en 1934-36 et se trouvent encore aujourd'hui dans l'impossibilité absolue de manifester la moindre volonté de lutte. La conscience révolutionnaire du prolétariat russe a été brisée et anéantie par l'État stalinien à un degré bien plus grand que n'a pu le faire aucun autre État dans aucun autre pays. Tout laisse craindre que les ouvriers russes ne parviennent à reprendre leur chemin de classe qu'à la suite de tourmentes révolutionnaires dans les autres pays de l'Europe et, en premier lieu, à la suite d'une entrée en lutte du prolétariat allemand. La Russie peut justement jouer son rôle, dans le monde, de bastion du capitalisme et la plus grande force de la contre-révolution que parce qu'elle est parvenue à détruire plus profondément la conscience de classe du prolétariat russe, que parce qu'elle est assurée momentanément de son apathie et de son concours.

Une explication dans le genre trotskiste serait dénuée de tout fondement et reposerait sur une illusion trompeuse. Une telle illusion, s'intercalant dans une appréciation générale erronée de la situation internationale et des rapports de force des classes dans le monde, ne peut qu'obscurcir encore un peu plus la vision de la réalité et des perspectives qui apparaissent extrêmement graves. Les révolutionnaires ne se divisent pas en pessimistes et optimistes. Ils n'ont que faire de ces classifications sentimentales et encore moins d'une recherche de consolation. Ils n'ont que l'examen de la réalité pour guide et la volonté d'intervenir dans cette réalité afin de contribuer, dans la mesure de leur force, à la déterminer dans le sens de la Révolution prolétarienne.

Pour revenir à la Russie, il faudrait abandonner "la façon de voir ce qu'on voudrait" et voir ce qui est. Il y a d'abord un aspect social qui présente un intérêt colossal : la façon originale de la constitution de la classe dirigeante dans un système de capitalisme d'État. A l'encontre du capitalisme classique - où la classe exploiteuse se constitue en tant que classe sur la base de la possession privée des moyens de production, ce qui est valable aussi bien pour les individualités en tant que membres de cette classe, qui restent capitalistes que dans la mesure où ils parviennent à se maintenir dans leur situation sociale -, la formation de la classe exploiteuse dans le régime de capitalisme d'État ne peut se faire sur la base de la possession privée. Si pour la classe dans son ensemble, dans son entité, cela ne représente pas de modifications fondamentales, les moyens de production continuant à fonctionner comme capital en vue de la production de la plus-value au bénéfice collectif de la classe, il n'en est pas de même en ce qui concerne la sélection individuelle. Ici les modifications sont très profondes.

Dans le régime capitaliste classique, chaque capitaliste prélève dans la plus-value générale au prorata de son capital. En régime de capitalisme d'État, cette base fait défaut. On saisit toute la complexité du problème qui jusqu'à aujourd'hui ne permet pas de distinguer très nettement les critères déterminant la position sociale de l'individu susceptible de s'élever de la condition de prolétaire à celle d'un haut bureaucrate, ou de chuter du jour au lendemain d'une position privilégiée d'un chef de l'État à celle de prisonnier esclave. L'absence de lois strictement économiques réglant la position sociale de l'individu crée entre les membres de la classe dirigeante (et de ceux qui tendent à y parvenir) une lutte féroce. D'autant plus que les lois qui conditionnent la position sociale sont plus obscures, plus confuses et plus instables.

Sans vouloir, dans le cadre de cet article, examiner plus à fond cette question dont l'étude est d'un intérêt capital, il faut cependant avoir constamment en vue cet aspect social de la formation de la classe pour comprendre les événements sanglants qui se produisent dans le régime stalinien, comme ils se sont également manifestés en Allemagne. L'épisode de la liquidation physique de toute la clique de Röhm par celle de Hitler ; la liquidation en Russie des Iagoda, des Iejov et de tant d'autres fonctionnaires de l'appareil d'État et de l'armée sont de même nature et ne peuvent avoir d'autre signification.

Mais cette lutte constante, à travers laquelle s'opère d'une façon originale et quelque peu instable la sélection de la classe dirigeante, reste toutefois secondaire par rapport à l'unité profonde de ses intérêts de classe et d'État qui se manifeste, dans une solidarité plus grande que jamais, face aux autres classes qu'elle soumet à une surexploitation économique et à une domination politique absolue et tyrannique.

La guerre moderne est essentiellement une guerre de matériel, de résistance économique et de capacité de production. L'art de la guerre : la stratégie militaire a été détrônée par la technique et l'organisation de la production des engins de guerre. La guerre a cessé d'être exclusivement militaire pour devenir en quelque sorte "civile" dans la mesure même où toute la vie civile de la société est militarisée et désormais basée entièrement sur la guerre et la destruction. Les tranchées d'autrefois sont remplacées aujourd'hui par les usines et l'ouvrier se substitue au soldat pour devenir le fondement de l'armée moderne ⁽¹⁾.

Bien plus importante que la préparation et la formation militaire, s'impose aujourd'hui à tout État appelé à prendre place dans la guerre la mise au point de son appareil industriel où la mobilisation et l'organisation de la main d'œuvre joue le rôle prépondérant. Cette vérité fut hautement comprise par l'Allemagne hitlérienne et la Russie stalinienne. Cette organisation de la main d'œuvre, minutieusement préparée pendant des années, a permis à l'une et à l'autre d'accomplir des miracles de résistance devant les coups les plus durs durant la deuxième guerre mondiale. L'expérience l'a par la suite confirmée. Le point faible de l'Allemagne, le point qui en cédant devait entraîner rapidement la défaite de l'impérialisme allemand fut non pas son infériorité militaire ou les erreurs stratégiques, ni même ses difficultés d'approvisionnement en matières premières nécessaires à sa production de guerre, ni la pénurie de matières alimentaires mais avant tout le manque de main d'œuvre et l'affaiblissement du "bon moral" entraînant le relâchement de la discipline et la défaillance des troupes. Sur ce plan, le système de Staline s'avérait bien plus perfectionné que celui d'Hitler.

La Russie sort très dévastée de la guerre. Elle a beaucoup à reconstruire. Elle a perdu officiellement 17 millions d'hommes. Mais surtout, dans la conjoncture politique immédiate de préparation hâtive du prochain conflit mondial russo-américain, la Russie n'a pas un instant à perdre. Elle doit au plus vite mettre au point son appareil défensif et offensif et, en tout premier lieu, achever et parfaire la mobilisation de sa main d'œuvre.

Nous avons vu quel rôle décisif a joué la mobilisation de la main d'œuvre durant la guerre pour tous les pays mais c'est encore en Russie qu'elle a avait été poussée le plus loin. Ce que Hitler ne pouvait faire qu'à travers la guerre, quand il disposait de millions de prisonniers de guerre qui lui permettait de pratiquer en grand les déportations massives pour transformer cette masse d'hommes en un immense réservoir de main d'œuvre, véritable armée industrielle, Staline l'a accompli avec moins de bruit et plus de méthode bien avant la guerre. En 1939, la Russie comptait le chiffre ahurissant de 20 millions de prisonniers politiques et administratifs, véritable armée d'esclaves sans aucun droit, à la disposition absolue de l'État.

Kravachenko – ce haut fonctionnaire d'État stalinien qui, profitant de son séjour aux États-Unis vers la fin de la guerre pour rompre avec le gouvernement russe – raconte dans son livre l'anecdote suivante : *"Pendant les années de la guerre, tous les commissariats étaient amenés à assiéger la GPU par leur réclamation de main d'œuvre dont ils avaient besoin dans leurs secteurs particuliers."* La GPU disposait de 20 millions d'hommes qui étaient le réservoir de la main d'œuvre, nerf principal de la guerre dont dépendait toute la vie économique. Les demandes suivaient un rythme accéléré à tel point que la GPU ne parvenait plus à les satisfaire et un jour un des chefs de la GPU finit par se plaindre en ces termes devant Kravachenko : *"Que voulez vous, il faut reconnaître que nous n'avons pas suffisamment accompli notre plan d'emprisonnement."* Aussi invraisemblable que puisse paraître une telle boutade par sa monstruosité, elle exprime parfaitement le véritable sens de toutes les campagnes d'épuration qui ont lieu en Russie. Le demi-esclavage de tout le prolétariat russe ne suffit pas. Il faut que le gouvernement puisse disposer de vrais esclaves, absolument hors-la-loi et en nombre de plus en plus grand.

La campagne de dékoulakisation et d'épuration des années 1933-36 a donné au gouvernement russe 20 millions d'esclaves. La guerre a décimé les rangs qu'il importe de compléter. Pour la prochaine guerre il faudra davantage. C'est

¹ Profitons de l'occasion pour dire en passant combien plus surannée encore nous semble l'attitude de l'objecteur de conscience. Le refus individuel n'a jamais pu être pris comme solution à un problème qui est essentiellement social et, partant, ne peut être résolu que par l'action collective de la lutte de classe. Aujourd'hui le refus individuel de répondre à l'appel ne met même pas à l'abri, en tant qu'acte moral, la conscience personnelle. Seule une illusion consolatrice mais absolument trompeuse peut aujourd'hui trouver à faire une distinction entre le fait de fabriquer la bombe et celui de la lancer. Cette distinction existe uniquement en tant que spécialisation dans la division du travail mais n'a pas d'autre valeur économique ni politique surtout en tant que démonstration individuelle.

sur l'immense masse des paysans que le gouvernement compte prélever les contingents nécessaires d'esclaves. En Russie où les mots n'ont pas leur signification courante, où la tyrannie la plus hideuse s'appelle "la démocratie la plus parfaite du monde", où un assassin s'appelle "le bien aimé père des peuples", la campagne de recrutement d'esclaves indispensables pour la conduite de la prochaine guerre impérialiste s'appelle l'épuration et la vigilance socialiste.

Toutes les manifestations de la vie politique et diplomatique internationales expriment une exacerbation des antagonismes inter-impérialistes et leur évolution vers le conflit armé.

La récente Conférence des 21, appelée ironiquement la Conférence de la Paix, était une excellente occasion d'étalage de la préparation à la guerre. Nous n'avons aucun mérite en le disant et nous n'avons pas besoin de prendre la peine d'en faire la démonstration. Toute la presse bourgeoise du monde entier n'a rien fait d'autre, pendant des semaines, que de reproduire les déclarations d'hostilité impérialiste que tous les chefs d'État étalent au grand jour, sans même prendre la précaution de les couvrir de l'hypocrisie diplomatique habituelle.

Mieux encore ! Les grandes puissances qui dominent le monde, trouvant le Palais du Luxembourg trop étroit, ont préféré les grandes tribunes pour faire éclater leurs convictions belliqueuses et prêcher la croisade pour la prochaine guerre. Churchill, porte-parole officieux de l'impérialisme anglais, se promène à travers le monde la torche à la main. Son dernier exploit est son discours de Zurich où il convie la France à s'entendre avec l'Allemagne. La deuxième guerre anti-allemande est finie, la troisième entre l'Occident et l'Orient est à l'ordre du jour. Byrnes, s'ennuyant dans les commissions de la Conférence de la Paix, s'adresse de Stuttgart à l'Allemagne et au monde. Pour lui aussi, ce n'est pas vers le passé (la guerre d'hier) qu'il faut se tourner. Le général Smuts rend visite à l'État-major des États-Unis et au président Truman ; Eisenhower, à son tour, avertit le monde. Jusqu'au général De Gaulle, ce grand petit homme, qui se remue et s'agite. Le monde capitaliste est conscient de la marche inévitable vers la 3^{ème} guerre et le manifeste bruyamment.

Dans cette atmosphère générale, il se trouve des hommes politiques qui voudraient non pas arrêter l'inévitable, ce qui n'est pas en leur pouvoir ni dans leur intention, mais préconisent une voie moins brutale qui essaient d'éloigner l'échéance par une diplomatie plus subtile et une politique plus nuancée. C'est surtout en Amérique que nous assistons à de telles manifestations où des hommes d'État de l'impérialisme Yankee ne verraient pas sans déplaisir l'Angleterre subir le poids de la situation internationale, aux dépens de qui on pourrait continuer à se faire engraisser en attendant le règlement de l'antagonisme fondamental russo-américain remis à un peu plus tard. C'est en quelque sorte un néo-Munich que Wallace et ses partisans préconisent. Mais il ne semble pas que la situation internationale soit favorable à cette politique. Le match Byrnes-Wallace s'est terminé par la victoire du premier, c'est-à-dire par la victoire de la politique rigide, brutale, offensive et l'écartement, forme d'épuration dans le style américain, du dernier.

Ce tiraillement de tendance n'est pas un produit uniquement américain. On le trouve dans tous les pays, y compris la Russie, et il se solde, dans tous les pays la Russie compris, par l'avantage et le renforcement des tendances à la politique moins hésitante et plus agressive. En Russie, Wallace s'appelle Litvinov et Byrnes se traduit par Molotov-Vichynski. Cette dernière est la doctrine du gouvernement. L'unique différence avec les États-Unis et l'Europe capitaliste c'est que dans le pays du capitalisme d'État tout échec d'une politique entraîne pour ses protagonistes des conséquences plus fâcheuses. Toukhatchevski et les autres généraux ont payé de leur vie le changement d'orientation de la politique extérieure de l'État russe. Il est fort possible que, dans les sphères dirigeantes qui ont subi l'influence occidentale dans leur contact avec les armées anglo-saxonnes, se trouvent à nouveau des Toukhatchevski. Cela n'aura rien d'étonnant. Dans ce cas l'épuration sera poursuivie sans merci comme elle le fut en 1933. En partie, la campagne actuelle d'épuration en Russie est un pendant des éliminations et démissions aux États-Unis.

Dans l'une comme dans l'autre, elles ont ceci de commun qu'elles présentent un épisode de la préparation à la troisième guerre impérialiste mondiale.

Marco.

DU REFERENDUM AUX ELECTIONS LEGISLATIVES

Péniblement, la deuxième Constituante a achevé son existence. Elle a été élue pour élaborer une constitution susceptible de grouper la grande majorité du corps électoral. Elle a réussi en 7 mois à jeter le discrédit sur la Constitution, la Constituante et les constituants.

La Constitution en elle-même nous intéresse très médiocrement. Si nous pouvions nous adresser aux larges masses, nous ne ferions pas davantage un examen minutieux de ses articles. Tout au plus, prendrions-nous alors quelques passages caractéristiques de la Constitution pour convaincre les ouvriers encore inconscients de son caractère capitaliste. Ce qui importe en définitive pour la classe opprimée, ce n'est pas de disséquer la juridiction de la classe exploiteuse mais de se convaincre que la juridiction est toujours à l'image et au service de la classe au pouvoir. Seuls des charlatans peuvent entretenir l'illusion que la classe opprimée peut entretenir et modifier substantiellement les lois de la classe dominante. L'intervention du prolétariat dans l'édification de la superstructure de la société capitaliste ne peut en rien modifier son caractère mais, par contre, une telle intervention fait du prolétariat un auxiliaire bienveillant du régime capitaliste, l'artisan de son propre esclavage, le forgeron de ses propres chaînes.

Nous n'avons donc pas à nous immiscer dans les disputes obscures et confuses que se livrent les porte-parole de la bourgeoisie autour des subtilités rédactionnelles des articles de la Constitution. Le lecteur le plus assidu des débats constitutionnels, malgré sa meilleure bonne volonté, a fini d'ailleurs par en avoir assez et par manifester de l'indifférence. Il était temps d'en finir avec cette comédie constitutionnelle.

Les trotskistes sont les oiseaux qui ont pris au sérieux la lutte autour de la Constitution. On trouvera dans une série de numéros de la "Vérité" une critique détaillée de tel ou tel article de la Constitution auquel les trotskistes opposent tel correctif. Ils dénoncent, par exemple, l'élection des députés pour une durée de 4 ans comme réactionnaire, à laquelle ils opposent l'élection pour un an = réforme démocratique. A suivre leur raisonnement, la première et la deuxième constituante, qui n'ont duré chacune que 7 mois, paraissent être le summum de la "démocratie".

L'élection ou non d'un président de la République, l'existence de deux chambres au lieu d'une leur semble du plus haut intérêt et leur attitude envers la Constitution est basée non d'après sa fonction bourgeoise mais d'après tel ou tel point particulier. Trouvant que la nouvelle constitution est réactionnaire, les trotskistes n'ont plus voté "oui" comme en mai et, se prenant au sérieux comme il convient à un grand parti de masses, n'ont pas voté non plus "non" pour ne pas faire le jeu de la "réaction" et de De Gaulle. Tactique et stratégie.

On connaît les résultats du référendum : 36% de "oui", 33% de "non" et 31% d'abstentions. Ces chiffres n'ont de sens que si on comprend le fond réel du débat, lequel a été amplement obscurci et déformé par une lutte apparemment constitutionnelle.

Ce qui était en question, ce n'étaient pas les conceptions particulières et divergentes sur les institutions de l'État mais l'orientation générale de la politique du capitalisme français et plus particulièrement l'orientation de sa politique extérieure.

La politique de "grandeur", représentée autrefois par De Gaulle, prétendant faire de la France un pays indépendant et qui jouerait par surcroît le rôle d'un arbitre entre les deux grands blocs, américain et russe, cette politique avait fait rapidement une faillite complète.

Le tripartisme était la politique de conciliation entre les deux blocs qui s'exprimait sur le plan gouvernemental par la collaboration du parti stalinien avec les partis SFIO et MRP. C'est cette politique de conciliation qui était en question et dont le référendum a souligné la banqueroute. Il n'y a pas plus de possibilité de conciliation que d'arbitrage et les partis liés à cette politique ont fait les frais du référendum.

Le grand nombre d'abstentions est dû à la fois à la lassitude des électeurs soumis à un régime forcené d'élection, à la situation économique et alimentaire de plus en plus précaire dont souffrent naturellement le plus les masses ouvrières, à la désaffection de la majorité des électeurs du MRP qui n'ont pas voulu suivre la recommandation de leur parti de voter "oui".

Le MRP, étant le principal parti gouvernemental, est considéré comme le principal responsable de tout ce qui ne va pas, de toute la politique incohérente à l'intérieur et hésitante à l'extérieur. Incapable de rallier la sympathie des masses ouvrières qui voient en lui un parti de la bourgeoisie, il mécontente d'autre part par ses compromissions et ses hésitations une partie de sa clientèle bourgeoise. C'est en premier lieu contre lui que parle le résultat du référendum. Mais le MRP, s'il est le principal touché, n'est cependant pas le seul parti pour qui le référendum présente un échec. Le nombre de "oui" d'octobre est inférieur au nombre de voix recueillies en mai dernier par le parti socialiste et le parti communiste. Même si on admet que 80% des voix MRP se soient abstenues, il reste que le bloc socialo-communiste a perdu près d'un million et demi de voix, ce qui fait une perte de 10 à 13%. Il est possible que certains éléments qui ont

joué dans le référendum ne jouent pas intégralement dans les prochaines élections législatives et que ces partis parviennent à remonter le courant. Il ne reste pas moins que nous avons assisté à une manifestation du mécontentement qui règne parmi de larges couches ouvrières tournant le dos aux partis "ouvriers".

Le scandale du vin, mis à jour par Mr Farge serviteur des staliniens, a eu pour but de discréditer des ministres socialistes. Cela a du partiellement jouer dans le référendum. Mais il est dangereux de remuer la boue. D'autres scandales n'ont pas manqué d'éclater : scandale du textile, de la production industrielle, de l'alimentation, des finances. Chaque jour en apporte de nouveaux. Ils révèlent cette vérité simple que tout le régime actuel est pourri de haut en bas et jusqu'à la moelle et tous les hommes et partis politiques sont discrédités, éclaboussés par cette boue. Aucun doute que les partis dits ouvriers enregistrent un recul sensible. Il serait intéressant de constater le recul respectif de chacun de ces deux partis.

Dans le dernier numéro d'Internationalisme, examinant la situation politique en France, nous étions amenés à conclure à un redressement du parti SFIO. Cela nous semble vérifié dans le référendum. En effet, en épluchant les chiffres, il ressort que c'est surtout dans les fiefs du PCF qu'on enregistre le plus grand recul du "bloc ouvrier" par rapport à mai. Malgré le système militaire qui le caractérise, ce qui le rend plus résistant aux fluctuations conjoncturelles, le parti stalinien avait atteint son plein aussi nationalement qu'internationalement. Divers indices - élections d'Italie, d'Allemagne, d'Autriche, etc. - portent à croire que l'influence stalinienne est entrée dans sa phase de stagnation sinon de franc recul, et cela au bénéfice de la social-démocratie. Cela correspond d'ailleurs très bien à l'affaiblissement de la position russe sur l'échiquier mondial et au renforcement du bloc anglo-américain. De plus, la politique brutalement anti-ouvrière - que les staliniens ont été amenés à pratiquer en France, leur position de briseurs de grève patentés - semble avoir laissé des traces dans les masses ouvrières, ce qui expliquerait, comme nous l'avons dit plus haut, le recul du nombre de voix "oui" dans les fiefs staliniens (voir attentivement les résultats du référendum dans les secteurs de Paris et de la banlieue) et plus précisément dans les agglomérations industrielles. Les élections du 10 novembre permettent d'une façon plus sûre de faire la vérification de cette hypothèse que nous avançons.

Le référendum marque indiscutablement la condamnation du tripartisme, c'est-à-dire de cette politique de conciliation et d'hésitation. Les trotskistes, qui décidément ne comprennent rien et ne veulent rien apprendre, font la leçon aux partis "ouvriers". *"Votre échec, leur disent les trotskistes, est le résultat de votre politique de «capitulation»"* et de les adjurer de reprendre une politique de lutte de classe. Serait-ce des fois à sa politique prolétarienne que le Labor Party en Angleterre doit son succès ? La même question peut être posée pour les socialistes en Italie ou la social-démocratie en Allemagne, en Autriche et ailleurs. Les succès de ces partis sont déterminés par des contingences politiques internationales et nationales et d'aucune façon par leur politique plus ou moins prolétarienne. Il faut être trotskiste pour reprocher à ces partis essentiellement bourgeois de "capituler" devant la bourgeoisie et pour conjurer, avec des larmes dans la voix, de revenir à une pratique prolétarienne. Il est vrai que le trotskisme, se trouvant sur les mêmes positions de classe que ces partis dont ils représentent l'aile gauche, ne peut raisonner autrement. Ceci explique cela.

Alors, c'est la droite qui a gagné ? Alors, il y a menace de la réaction ? De gouvernement personnel, voire de dictature ? Des balivernes que tout cela. Les partis continueront certes à employer ces arguments d'épouvante dans la bataille électorale - il faut bien fabriquer des slogans pour duper les gogos - sans y accorder la moindre signification. Il n'y a pas plus de droite d'un côté que de gauche de l'autre. Thorez, le communiste, a envisagé froidement la réquisition de la main d'œuvre lors des récentes grèves des fonctionnaires, tout comme cela est pratiqué en Belgique par le socialiste Van Acker ou en Amérique par le bourgeois Truman et comme cela a déjà été pratiqué par le radical-Front-populaire Daladier en 1938.

Ce qui est à l'ordre du jour c'est la sortie du provisoire, celui-ci étant compris non dans un sens de durée du parlement ou même comme se rapportant aux mesures économiques (de ce dernier provisoire le capitalisme ne peut pas sortir) mais dans son sens politique général. Il faut en finir avec la politique de bascule, de tergiversation ; il faut que la France opte pour une politique définie sur le plan international si elle ne veut pas, à force d'avoir les fesses entre les deux blocs, se trouver le derrière par terre.

Tel est le véritable enjeu de la bataille politique en France et on doit constater que les tendances réclamant une politique plus catégorique, anti-russe, ont remporté dans le référendum, une victoire qui ne peut que se renforcer encore dans les élections de novembre.

Il est trop tôt pour dire quelle sera exactement la configuration politique de la prochaine assemblée nationale et la composition du prochain gouvernement. Une chose est claire dès maintenant : si l'analyse de l'orientation du capitalisme français est correcte, nous assisterons d'une façon ou d'une autre à un renforcement de la politique anti-russe, à un élargissement de la formule de la coalition gouvernementale de façon à diminuer le poids et l'influence stalinienne. Il est possible que le MRP ne parvienne pas à redresser sa situation électorale à temps comme il a réajusté sa politique (dans un sens ouvertement anti-stalinien). Dans ce cas, c'est probablement le parti socialiste qui sera chargé de réaliser autour de lui cette concentration des forces et de prendre la direction d'une coalition gouvernementale.

Assistons-nous à l'élimination complète des staliniens du gouvernement ? Nous ne le croyons pas car la situation internationale n'a pas encore atteint le degré de combustion nécessaire rendant leur présence absolument impossible.

Pour le moment, la participation stalinienne au gouvernement est plus avantageuse que leur opposition. L'avertissement, donné par Racamond dans une récente conférence des cadres syndicaux de la région parisienne où il parlait de la duperie des 25% et de l'échelle mobile des salaires (voilà qui fera tressaillir de joie nos chers trotskistes), rappelle les déclamations d'Henaff sur l'action directe lors de la crise ministérielle en mai-juin dernier. Les autres partis du capitalisme français comprennent bien ce que parler veut dire et ne commettront probablement pas la sottise d'éliminer complètement les staliniens du gouvernement. Et s'il le fallait, les socialistes et Léon Blum seraient là pour empêcher une telle erreur dans la manœuvre politique.

Et le prolétariat dans tout cela ? Le prolétariat dans tout cela est absent et silencieux. Aucune menace de ce côté-là ne pèse sur le déroulement de la lutte dans le camp de la bourgeoisie. Tout au plus, on assiste à un certain désintéressement qui s'exprime par l'abstention passive. Les grandes luttes de classe en France, dont certains ont annoncé la venue avec la grève des postiers, ne se sont pas confirmées, à moins de prendre la grève des fonctionnaires pour un grand mouvement de classe.

Cependant, après les élections, avec la reprise d'une politique de compression et d'économie plus sévère de la part du gouvernement (méditer les déclarations du ministre des finances sur les mesures énergiques à prendre dans le prochain avenir pour sauver le franc), avec l'aggravation de la situation alimentaire et des conditions de vie des masses travailleuses, il n'est pas exclu que nous assistions à des mouvements de revendication d'une certaine ampleur. D'autant plus que les staliniens, devant l'offensive contre eux, ont tenté d'encourager dans une certaine mesure de tels mouvements et de s'en servir comme armes défensives pour conserver leurs postes dans les institutions de l'État.

En résumé, la situation présente en France peut être caractérisée comme réactionnaire : renforcement d'un rapport de force défavorable au prolétariat et orientation du capitalisme français vers une politique extérieure plus ferme d'intégration dans un bloc occidental.

M.

CAPITALISME D'ÉTAT ET SOCIALISME

Dans l'enchevêtrement de toute idéologie, tant bourgeoise que prolétarienne, la classe ouvrière à juste raison n'arrive plus à reconnaître les formules bourgeoises des formules prolétariennes. Est-ce parce que, la facilité aidant, les hommes politiques ne s'expriment plus que par "mots historiques", ou bien retrouvons-nous la tendance de la bourgeoisie à se couvrir toujours du drapeau le plus adéquat de l'heure ?

Un exemple parmi tant d'autres de cette aisance des "milieux pensants et réfléchissants".

Dans les pays pauvres minés par la guerre, certaines industries, certaines banques marquent un déficit constant devant une concurrence facile des pays riches. Comblé ce déficit par des avances de l'État peut énerver un tant soit peu les contribuables. On nationalise les actionnaires qui en sont largement dédommagés. Quant à la classe ouvrière, elle croit se trouver en présence d'un début de "collectivisation". On lui a tellement répété que l'État c'est tout le peuple, que ce qui appartient à l'État appartient donc au peuple. En définitive, l'ouvrier a retrouvé la même servitude et moins de possibilité pour se défendre.

De cet exemple frappant, comme de tout autre qu'on pourrait donner, il ressort toujours la même chose. Dans la société actuelle, les théoriciens de toutes nuances tentent d'effacer les limites rigides des classes pour permettre à la confusion de s'installer confortablement. L'unique gagnant de cette "bonne affaire" : le capitalisme, comme toujours.

Ainsi, voyons-nous un lord Keynes, dès la fin de la 1^{ère} guerre, édifier toute une structure de défense du capitalisme. Il n'opère pas en vue d'élargir et de développer le système en vigueur. Au contraire, sa tâche consiste à retarder l'écroulement du capitalisme en réalisant, sur le plan économique, une plus forte répression de la classe ouvrière. D'autres, sur le plan politique, construisent l'échafaudage nécessaire pour permettre la confusion entre "le Capitalisme d'État" et "le Socialisme".

C'est lord Keynes qui établira, dans les grandes lignes, le plan quadriennal de Hitler, le New Deal de Roosevelt, le programme économique du présent gouvernement travailliste Attlee. Ses leçons trouveront un écho, influent sur les plans quinquennaux staliniens.

Le dirigisme devient alors une nouvelle profession de foi. La Russie parlera de "socialisme", les démocraties se réclameront de leur dirigisme étatique pour profiter elles aussi de la glorieuse Révolution d'Octobre.

Notre travail présente à pour objet d'éliminer de l'idéologie révolutionnaire la confusion née de plus de 20 années de stalinisme et de dirigisme. Nous essaierons en tout cas d'y parvenir.

Caractéristiques du capitalisme :

Tout le monde aujourd'hui s'entend pour condamner le capitalisme, que ce soient les fascistes, les staliniens ou les démocrates. Mais il serait bon de savoir ce que réellement on entend par capitalisme, car la confusion est toujours possible et même certaine. Toute la bourgeoisie est d'accord actuellement pour condamner le libéralisme. Les plans économiques échafaudés par tous les gouvernements le prouvent assez. Mais est-ce là que se confine la condamnation du système ?

Dans certains pays, et l'on perçoit aussi une tendance générale, il semble que l'on ait franchi un grand pas au travers des "national-collectivisations". La propriété privée des moyens de production passe à "l'État représentant l'intérêt général".

Pour tous nos théoriciens réformistes, les caractéristiques du système semblent être concentrées sur 2 points fondamentaux :

- 1- le libéralisme ou libre concurrence ;
- 2- la propriété privée des moyens de production.

Les trusts, et nous assistons depuis 50 ans à la démagogie antitrust, ne sont condamnés que s'ils ne sont pas étatiques. Une fois ces normes définies, nos réformateurs vont vite trouver l'échappatoire :

- 1- en réduisant au strict minimum la libre concurrence ;
- 2- en proclamant et instaurant plus ou moins les trusts d'État, éliminant ainsi la deuxième caractéristique du capitalisme.

C'était facile ensuite de déclarer l'ère du socialisme ouverte et de dénommer révolutionnairement toutes les métamorphoses bâtardes apportées au vieux capitalisme primitif.

A ce schéma, qui peut laisser place à toutes les nuances des considérations politiques, viennent se greffer toutes les vieilles rengaines bourgeoises : droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, les peuples souverains, le suffrage universel, etc. La structure économique-politique de la construction de ces divers "socialismes nationaux" illusionnent et déroutent

la classe ouvrière et bien des révolutionnaires qui n'arrivent pas à séparer le contexte économique de la superstructure politique.

Pour notre part, nous essaierons de discuter ces normes "des socialismes nationaux" et de tirer des conclusions. La question du capitalisme a toujours mal été posée et continue de l'être... Tandis que les économistes bourgeois se sont uniquement livrés à un travail de dissection du système, se cachant ainsi ses possibilités évolutives et ses ascendants historiques ; Marx et, à sa suite, les marxistes ont toujours essayé de trouver la trame d'évolution historique qui conduit d'un système à l'autre.

Ainsi, si l'on analyse la féodalité, on retrouve un marché intérieur réduit à la commune féodale exclusivement et, comme toujours, la propriété privée des moyens de production. Qu'est-ce qui différencie donc la féodalité du capitalisme ? L'élargissement du marché de la commune à la nation et au monde ?

Si c'est seulement ceci, nous pouvons donc dire que les "socialismes nationaux" contiennent en eux les caractéristiques capitalistes, car avoir éliminé le marché national n'a fait qu'augmenter l'importance du marché national où la libre concurrence continue de présider aux transactions. De sorte que les "socialismes nationaux", demeurent des systèmes capitalistes puisque c'est par rapport à un marché international libre que peut s'exprimer la propriété privée des moyens de production. La seule différence c'est que cette propriété, au lieu de s'exprimer sur le plan national, le fait sur le plan mondial. Différence toute quantitative et non qualitative.

De plus, ceci poserait entre la féodalité et le capitalisme une différence toute quantitative. Et c'est le seul moyen de tourner en rond et de jouer au philanthrope. Nous avons déjà dit plus haut que toutes autres sont les normes capitalistes. Etudions-les en fonction de l'opposition du système bourgeois au système féodal.

a) Système féodal, système bourgeois :

La féodalité se présente comme ayant les caractères généraux des sociétés divisées en classes avec le surtravail nécessaire à la propriété privée. Ce surtravail cependant n'intervient jamais dans le processus d'échange. Ce n'est en aucune sorte un élément reversé en cas de la reproduction économique du système.

Qu'est-ce que le surtravail ? Le serf, obligé de travailler pour le seigneur, fait du surtravail, car il vient s'ajouter au travail nécessaire à la subsistance du serf. Ce surtravail n'intervient dans les échanges qu'à titre de troc. Le seigneur échange une quantité de produit contre une quantité égale d'un autre produit dont il a besoin pour sa consommation (ex : troc de blé contre du tissu).

Le produit demeure dans le cadre étroit de la consommation individuelle et n'intervient pas dans le cycle suivant de la production. Même l'artisan qui prélève un surtravail sur ses apprentis (bien que ce surtravail soit concrétisé autrement que pour le féodal) ne le fait pas intervenir dans son cycle à venir de production. Le surtravail féodal demeure donc un produit consommable mais qui n'intervient nullement dans l'échange en vue de la reproduction, but de toutes sociétés.

Et c'est la nature économique de ce surtravail qui va être une des premières caractéristiques du capitalisme. Un serf travaille sa terre pour vivre et celle du seigneur pour le faire vivre. Economiquement, le travail dû au seigneur ou surtravail se différencie, se marque clairement du travail propre au paysan. C'est ce qu'on appelle couramment l'exploitation.

Mais si le paysan possède sa terre pour calculer le travail qui lui revient, le travailleur ne possède rien pour pouvoir apprécier le travail qui lui revient. Le capitaliste, à l'encontre du féodal ne s'approprie pas une partie du travail de l'ouvrier. Il loue tout simplement la force de travail de son ouvrier. Cette force de travail effectue deux valeurs, une servant à la subsistance de l'ouvrier, l'autre revenant au capitaliste. La différence, si elle s'arrêtait là, serait bien petite et de détail. Ce qui crée la véritable différence, c'est l'emploi que le capitaliste fait de ce surtravail. S'il l'employait pour sa propre subsistance, économiquement ce surtravail ne représenterait pas un élément important.

Mais c'est justement parce qu'il sert en grande partie à être versé dans la production en vue de l'agrandir que ce surtravail change de nature et devient un élément important de l'économie. La nature de consommation devient une nature d'échange en vue de la reproduction élargie. De surtravail, il devient plus-value, c'est-à-dire valeur créée en plus par la force de travail. Ce n'est pas un simple changement de nom, c'est uniquement un échange de propriété [?!?!]. En effet, un produit n'acquiert la qualité de valeur qu'au moment où il rentre dans le cas de l'échange, non dans celui de sa consommation directe mais pour élargir la reproduction suivante.

La plus-value donne au produit créé en plus le caractère de marchandise. L'échange cesse d'être un élément de la répartition pour la consommation pour devenir un élément de la répartition pour la reproduction. La marchandise échangeable devient le nœud vital de l'économie capitaliste. Donc le surtravail féodal se différencie nettement du surtravail capitaliste ou plus-value, pas tellement par le moyen dont on l'obtient mais surtout par le but vers lequel on le dirige.

Un fois cette différenciation posée, nous pouvons tirer cette première constatation : dans l'économie capitaliste, le surtravail devient un facteur de l'échange, la plus-value étant son expression sur le marché d'échange.

"Le système capitaliste est un système de production et d'échange de plus-value."

Ce qu'on remarquera ce n'est pas si l'échange existe ou n'existe pas sur un plan économique plus ou moins élargi mais bien ce qu'on échange. Et c'est ceci qui caractérise le capitalisme. Le problème à résoudre dans l'étude du capitalisme n'est pas ses éléments dérivés des autres économies, après certaines réformes, mais uniquement le procès de production

et d'échange du système. C'est dans le déroulement et la transformation des forces de reproduction d'un système qu'on décèle ses caractères spécifiques.

b) Nature et processus du système capitaliste :

Nous posons comme premier caractère spécifique du capitalisme sa production et son échange de la plus-value. Le deuxième caractère spécifique sera son processus. Nous avons étudié la nature économique du surtravail capitaliste que nous avons défini par la plus-value. Le capitalisme produit des valeurs uniquement destinées à l'échange. Cet échange va comprendre deux possibilités :

- la première possibilité c'est l'échange en vue de la consommation, c'est la plus restreinte ;
- la deuxième possibilité c'est l'échange en vue de la reproduction élargie, c'est la plus grande.

C'est cette disproportion entre les deux échanges avec la tendance à augmenter la deuxième au détriment de la première qui donne le deuxième caractère spécifique du capitalisme. Développons !

Un produit fabriqué est une valeur, c'est-à-dire une somme de force de travail exprimée en heures pouvant être échangée contre un produit de même somme de force de travail. Reconstituons cette somme et l'on trouve :

- Une valeur qui représente la matière première et l'amortissement des machines et locaux. C'est le capital constant.
- Une valeur qui représente la location de la force de travail, c'est-à-dire la quantité de travail socialement nécessaire à l'ouvrier pour reproduire sa force de travail, c'est le capital variable ou salaire des ouvriers.
- Une valeur créée par la force de travail en plus de sa reproduction et qui revient au capitaliste, c'est la plus-value ou bénéfice du capitaliste.

Les deux premières valeurs se retrouvent toujours dans la société, les capitalistes les ayant achetées et ne les perdant pas. Ce sont des valeurs qui se retrouvent. La troisième valeur est créée et ne se trouvait pas antérieurement dans la production.

Le problème capitaliste ne réside pas dans le capital constant et variable indispensable pourtant à la marche de la production mais essentiellement dans l'échange de la valeur créée à chaque nouveau cycle de production. Le système ne trouve son équilibre que dans cet échange de la plus-value. Ses crises seront directement liées à cet échange.

Nous assisterons dans les passages de plusieurs cycles de production à certains réajustements de la production de la plus-value en fonction des possibilités d'absorption du marché. Le système se verra limité dans l'histoire le jour où des réajustements de la production de la plus-value se solderont définitivement par une décroissance constante de cette production jusqu'à son impossibilité totale à être absorbée par le marché.

En conclusion de cette première partie de notre étude, nous pouvons dire que le capitalisme se caractérise comme UN SYSTEME DE PRODUCTION ET D'ECHANGE DE PLUS-VALUE. Il se donne comme but NON L'ECHANGE EN VUE DE LA CONSOMMATION DIRECTE MAIS L'ECHANGE EN VUE D'UNE REPRODUCTION ELARGIE, C'EST-A-DIRE EN VUE D'UNE PLUS-VALUE ELARGIE.

(à suivre)

SADI

SUR LA NATURE DES PARTIS COMMUNISTES

Il existe dans les milieux de gauche une conception qui tend à assimiler le rôle des PC (staliniens) au rôle joué traditionnellement par la social-démocratie depuis 1914 : les PC seraient des partis de la bourgeoisie nationale, des partis "national-communistes", le PCF étant au service de la bourgeoisie française, le PC italien au service de la bourgeoisie italienne, etc. Leur attachement à la Russie ne serait qu'une tradition en voie de disparition, ou tout au plus un reflet de l'attitude pro-russe de leur bourgeoisie nationale. De toute façon, il faudrait s'attendre à voir les PC prendre parti pour leur bourgeoisie nationale si celle-ci entre en conflit avec la bourgeoisie russe. Les faits qui vont dans ce sens (attitude du PCF envers la question de la Ruhr, du PC italien au sujet de Trieste) seraient particulièrement significatifs.

Le présent article a pour but de s'opposer à cette conception qui me paraît manifester une méconnaissance totale de l'orientation bourgeoise à l'époque actuelle. Je prétends, et j'essaie de montrer, que les PC, dans tous les pays, sont essentiellement des agents de l'impérialisme russe, des partis anti-nationaux, ennemis de "leur" bourgeoisie, et que tous les faits qui paraissent aller en sens contraire sont des manifestations superficielles et en grande partie mensongères, dans tous les cas sans importance pour nous aider à prévoir le déroulement des événements.

Je terminerai en mettant les conclusions de cette étude particulière en relation avec diverses questions théoriques plus générales.

La bourgeoisie et le patriotisme

La conception que je combats ici s'appuie sur des idées qui ont incontestablement correspondu à la réalité dans une période passée de l'histoire. Il y a eu un temps où l'on pouvait identifier, sur le plan idéologique, bourgeoisie et patriotisme. Ce temps a duré depuis les origines de la bourgeoisie jusque et y compris la première guerre mondiale. En ce temps-là effectivement, il n'existait nulle part de partis bourgeois anti-nationaux. Les quelques "traîtres à leur patrie" qui existaient n'étaient que des individualités isolées, le plus souvent achetées à prix d'or. L'antipatriotisme idéologique était lié indissolublement à l'internationalisme révolutionnaire. Et le premier signe du passage des partis prolétariens au service de la bourgeoisie était l'adoption par ces partis de l'idéologie patriotique. Comme conséquence, il n'existait pas de mouvements "sociaux" de quelque envergure directement fomentés par une bourgeoisie adverse de celle du pays où le mouvement se produisait. Les qualifications souvent portées contre des partis politiques ou des mouvements sociaux – "agents de l'Allemagne", "fomenté par l'Angleterre", etc. –, tout cela n'était effectivement que des calomnies portées par la bourgeoisie cherchant à discréditer l'adversaire et, elle-même, incapable de comprendre tout mouvement qui sort du cadre national.

Il est clair que ces temps sont révolus. La cause en est dans la concentration internationale de l'économie qui ne laisse plus au capitalisme aucune possibilité de vie économique dans le cadre national. Seules les couches arriérées de la bourgeoisie, couches sans grande influence sur le déroulement effectif des événements, peuvent encore croire à "la France seule", à "la doctrine Monroe", etc. Pour les bourgeoisies de première grandeur, le nationalisme signifie l'aspiration à l'hégémonie mondiale. Ainsi la propagande "autarcique" de la bourgeoisie allemande avant la 2^{ème} guerre mondiale recevait son sens réel quand cette "autarcie" devait s'exercer dans un "espace vital" qui aurait fini par englober le monde entier si les ennemis de l'Allemagne n'avaient pas été les plus forts. Quant aux bourgeoisies secondaires, leur nationalisme, résidu d'aspirations anachroniques à une indépendance maintenant impossible, n'a plus aucun sens réel : il ne s'agit plus en fait, en France aussi bien qu'en Tchécoslovaquie ou au Siam, que de mobiliser le peuple au profit d'un quelconque des grands impérialismes qui seuls comptent. Les bourgeoisies nationales elles-mêmes ne sont plus guère que des pantins entre les mains des "grands".

La bourgeoisie elle-même ne croit plus à "la patrie". C'est pourquoi l'idéologie patriotique a cessé même d'être l'idéologie dominante pour entraîner les peuples dans la guerre. Aujourd'hui les guerres sont de plus en plus des guerres "idéologiques", comme disent les journalistes, c'est-à-dire que d'autres mensonges doivent revenir relever le mensonge patriotique trop visiblement anachronique. Par exemple, en France en 1939, les vieilles propagandes essayant de caricaturer la guerre de 1914 ne sont pas arrivées à transformer les français en héros ; il a fallu "la lutte contre le fascisme" pour les mobiliser contre l'occupation allemande.

Il ne s'agit pas seulement de mensonges mais d'une transformation profonde de l'idéologie de la bourgeoisie elle-même. Effectivement, un fasciste français se sent plus près d'un fasciste allemand que d'un communiste français et inversement.

Comparons les faits : en 1914, dans chaque pays, la social-démocratie s'est rangée au côté de son gouvernement. En 1939-45, les partis communistes de tous les pays se sont rangés du côté de la Russie et de ses alliés (d'abord "l'axe", ensuite "les alliés"), montrant qu'ils méritent bien le nom de staliniens. Bien plus, les partis sociaux-démocrates également ne se sont pas divisés mais se sont trouvés tous du côté des anglo-américains contre l'Allemagne – et maintenant contre la Russie. L'Eglise catholique elle-même, persécutée en Allemagne, a pris en général une attitude favorable aux "alliés".

Je sais bien que ces "idéologies" ne sont que des paravents cachant (ou même ne cachant pas) l'attachement de ces divers partis à l'un des grands blocs impérialistes : Allemagne, Russie, USA. Mais la question n'est pas là. Le fait à retenir c'est que l'attachement des partis à l'un des "grands" ne dépend pas de la nationalité de ces partis : le PC anglais n'est pas moins attaché à la Russie que le PC russe ; le parti social-démocrate allemand a combattu contre l'Allemagne tout autant que le Labour Party.

Rapports des partis avec la classe bourgeoise

Alors la question se pose : est-il correct de dire que le PCF est un représentant, un agent de la bourgeoisie française ? Je prétends que la seule façon de comprendre les événements consiste à partir de l'idée contraire, à savoir que le PCF est un représentant de l'impérialisme russe en France.

Il est exact que la relation des partis bourgeois avec la classe bourgeoise n'est pas simple. Si nous considérons par exemple le MRP, le parti radical et le PRL, il n'est guère possible de dire que l'un représente la bourgeoisie française mieux que les autres ; il ne semble même pas qu'on puisse les considérer comme des représentants de couches différentes de la bourgeoisie ; des couches différentes peuvent les appuyer mais ce ne sont pas des couches hétérogènes d'industriels moyens, propriétaires fonciers, etc. qui font la politique de la bourgeoisie ; la couche dirigeante de la bourgeoisie, la seule importante, celle qui détient le capital le plus concentré, est constituée par un petit nombre d'hommes, sans doute beaucoup moins que "les 200 familles" traditionnelles. Les partis présentent différentes possibilités de la politique bourgeoise, possibilités entre lesquelles la bourgeoisie choisit en considérant ses intérêts du moment (la confiance du peuple en tel ou tel parti, telle qu'elle est manifestée par les élections étant un des éléments qui déterminent ce choix).

Cela vaut également pour la politique étrangère. La soumission à tel ou tel bloc est aujourd'hui une nécessité pour les bourgeoisies secondaires. Un parti bourgeois peut préconiser une telle soumission sans être pour cela "traître à sa patrie" du point de vue bourgeois. Ainsi, pendant la guerre, Pétain et De Gaulle présentaient deux alternatives possibles à la bourgeoisie française et il n'est pas plus possible de caractériser Pétain comme "agent allemand" que De Gaulle comme "agent anglais".

Le schéma précédent exprime les rapports établis depuis longtemps entre les partis et la classe capitaliste. Il est possible de l'appliquer aux phénomènes nouveaux de notre époque et en particulier aux PC. On peut dire : les PC proposent, comme tous les partis bourgeois, une politique possible à leur propre bourgeoisie, l'intégration au bloc russe. Pas de différence essentielle ! Le schéma colle toujours en tant que schéma. Le seul malheur est qu'il laisse de côté un certain nombre de faits, justement les faits nouveaux et par suite les plus intéressants si on veut essayer de tracer des perspectives d'avenir.

On comprend bien qu'un parti bourgeois propose à sa bourgeoisie de s'intégrer à tel ou tel bloc quand il s'agit d'un pays d'importance secondaire n'ayant aucune chance d'arriver lui-même à la domination mondiale : la Chine, la Roumanie, la France... Mais comment expliquer la présence de tels partis chez les "grands" eux-mêmes ?

Du parti social-démocrate allemand par exemple, on pourra prétendre qu'il avait vu plus juste et plus loin que Hitler, qu'il prévoyait la défaite de l'Allemagne si celle-ci voulait "défier le monde", qu'il voyait l'avenir dans l'alliance anglo-américaine contre la Russie et qu'en définitive il préparait le relèvement ultérieur de sa patrie.

Mais que penser du PC des USA ? Evidemment il est toujours possible d'arguer. On pourra prétendre que quelques hommes, croyant à tort ou à raison (à tort incontestablement à mon avis) en la victoire définitive de la Russie, disent à la bourgeoisie américaine : il vaut mieux se soumettre plutôt que d'être écrasé. Le schéma colle toujours.

Seulement la question n'est pas là. Qui, dans la bourgeoisie américaine ou même dans la bourgeoisie française, peut penser raisonnablement que la politique de salut de la bourgeoisie nationale consiste à se soumettre à la Russie ? La question est que les intérêts d'une bourgeoisie ne sont pas des thèmes de rêverie ; ils existent objectivement. Or, dans un grand nombre de pays, ces intérêts sont en contradiction flagrante avec ceux de l'impérialisme russe et les PC n'en font pas moins une politique conforme aux intérêts de la Russie et par suite contraire à ceux de leur "propre" bourgeoisie.

Le fait est qu'il est possible de prévoir (à quelques exceptions près sur lesquelles je reviendrai) tous les tournants de la politique des PC si on pense aux intérêts de la bourgeoisie russe et non à ceux de sa "propre" bourgeoisie.

Le fait est que les PC se confondent en grande partie, dans tous les pays, avec les services d'espionnage russe.

Le fait est que la bourgeoisie ne se trompe sur la sincérité du "patriotisme" des PC. L'expérience de 10 ans de "national-communisme" montre qu'il n'y a de "Front national" possible que dans les moments où les intérêts de l'impérialisme russe et ceux de la bourgeoisie française (par exemple) sont parallèles, cette situation amenant à des concessions (et des manœuvres) réciproques.

Si on prend ces faits comme point de départ au lieu de chercher à les "expliquer" par un schéma anachronique, on verra bien des choses s'éclairer.

On comprendra mieux les événements récents et actuels si on part de cette idée que les diverses bourgeoisies tendent à former des partis politiques internationaux, des partis qui dans un pays représentent uniquement les intérêts d'une bourgeoisie étrangère, aussi ennemis de "leur propre" bourgeoisie que la bourgeoisie à laquelle ils se rattachent réellement est ennemie de la prétendue "propre" bourgeoisie.

Dans cette voie, le capitalisme d'État russe a été à l'avant-garde du "progrès" pour des raisons que nous essaierons d'analyser plus loin ; mais les autres bourgeoisies de premier ordre ont suivi le mouvement. C'est ainsi que le capitalisme allemand, au temps de sa splendeur, avait créé une série de partis nationaux-socialistes dans divers pays et jusqu'aux USA.

Même parmi les partis dont les rapports avec "leur" bourgeoisie nationale sont conformes à l'ancien schéma, la tendance actuelle pousse vers leur transformation en organes des grands impérialismes étrangers. La limite entre les uns et les autres n'est pas toujours facile à tracer. Ainsi, tandis que l'on peut considérer Pétain comme un représentant de la bourgeoisie française, la question est déjà moins claire pour Laval qui ressemblait plutôt à un gauleiter ; et si on passe au parti de Doriot par exemple ou à l'équipe de "Je suis partout", il semble clair qu'il s'agissait d'agents directs de la bourgeoisie allemande. D'autre part les partis socialistes tendent de plus en plus à être des agents exclusifs de l'impérialisme anglais ; par exemple, la réaction violente du "Populaire" après le discours récent de Wallace – plus nettement anti-anglais que pro-russe – est caractéristique.

Les PC dans les gouvernements

Des camarades objecteront aux vues qui précèdent qu'il serait incompréhensible qu'une bourgeoisie permette à des partis représentants d'un ennemi – un ennemi bourgeois mais un ennemi quand même – de faire partie de gouvernements, comme le gouvernement français, et ainsi de connaître les secrets de la défense nationale, etc.

A mon avis, même si cela était difficile à expliquer, ça n'autoriserait pas à nier les faits. L'explication ne semble d'ailleurs pas difficile à trouver. Le problème pour la bourgeoisie française, par exemple, est de savoir où le PC sera le moins dangereux pour elle. Or rien ne permet d'affirmer que celui-ci soit moins dangereux dans le gouvernement que dans l'opposition.

Les "secrets de la défense nationale" dans un pays comme la France sont des secrets de polichinelle. Dans les pays dont la bourgeoisie peut tenir effectivement un rôle indépendant dans "le concert mondial" et où par suite il y a de tels "secrets" – en Angleterre et aux USA – les communistes sont tenus autant que possible à l'écart des sphères gouvernementales.

Par ailleurs, en France toujours, le "gouvernement" ne gouverne pas grand chose ; et cela présente peu de danger que ce qui se dit au "conseil des ministres" soit publié (comme le PC l'a fait quelque fois) ou communiqué à l'ambassade russe. Quand la bourgeoisie française décide quelque chose qui a quelque importance pour elle, comme la mission de Léon Blum aux USA, ces décisions sont prises en dehors du gouvernement.

Une telle situation n'est d'ailleurs pas sans précédent. Qu'on se rappelle les déclarations de Daladier : en 1939, il n'était pas possible de discuter "les secrets de la défense nationale" en conseil des ministres car Georges Bonnet les aurait communiqués le lendemain à l'ambassade d'Allemagne. Si la bourgeoisie française a pu admettre un espion allemand dans son "gouvernement", elle peut aussi bien y admettre des espions russes.

Par contre la présence des staliniens dans le gouvernement permet d'utiliser le PC pour calmer le prolétariat quand la bourgeoisie l'estime dangereux ; elle empêche dans une certaine mesure les staliniens d'utiliser démagogiquement le mécontentement populaire et elle use de la popularité du PC en l'opposant aux revendications ouvrières – ce n'est pas un hasard si la plupart des ministères confiés aux staliniens sont ceux qui ont directement affaire avec la situation des ouvriers : travail, production industrielle, etc. La bourgeoisie, elle, a la possibilité d'appliquer la tactique de "démasquage" si chère aux trotskistes !

Du côté stalinien il est également facile de comprendre qu'une telle situation soit acceptée malgré ses désavantages. Vers la fin de la guerre, les PC, comme toute la bourgeoisie internationale, craignaient une explosion prolétarienne qui leur aurait échappé pour s'orienter vers une voie révolutionnaire – à tort ou à raison -, le fait est qu'ils le craignaient. Il était normal qu'ils s'emploient à la prévenir en faisant l'union sacrée avec tous les partis bourgeois. "Union de tous français", "Produire d'abord, revendiquer ensuite" : c'était alors la politique conforme aux intérêts aussi bien de l'impérialisme russe que de la bourgeoisie française. Aujourd'hui, la situation est différente et le PCF pourrait sans danger "se mettre à la tête de la classe ouvrière" contre la bourgeoisie française (voir la fameuse "déclaration Henaff"). Seulement... les staliniens proposent et Staline dispose. La France n'est pas isolée dans le monde et, en définitive, c'est l'intérêt de la Russie qui prime et non celui du PCF. Or, la guerre qui vient n'est pas encore pour aujourd'hui ; passer dans l'opposition dès maintenant signifierait abandonner des positions dans l'État (armée, police, administration) dont on espère qu'elles seront utiles lors de l'éclatement de la guerre et qu'il s'agit, pour le moment, de conserver à tout prix le plus longtemps possible.

Telle est la situation : un compromis provisoire où chacun des partenaires essaie de rouler l'autre. L'avenir dira qui, en définitive, en a profité le plus. En attendant il serait aussi ridicule de s'étonner de "l'inconscience" de la bourgeoisie qui admet les agents d'une puissance étrangère dans son gouvernement, que de se lamenter (comme le font les trotskistes) sur le prétendu "opportunisme" des staliniens. Il serait plus lucide de comprendre que toute la politique nationale et internationale de la bourgeoisie est faite d'une succession de tels compromis et que, dans le cas présent, l'un et l'autre des deux adversaires manœuvrent assez habilement.

Quelques cas de "national-communisme"

Il faut maintenant étudier de plus près quelques faits qui vont dans une certaine mesure dans le sens de la thèse du "national-communisme".

Nous avons vu que, dans la plupart des attitudes "patriotiques" des divers PC, il n'y avait rien qui puisse faire penser que ceux-ci ont cessé d'être des agents de l'impérialisme russe pour passer au service de "leurs" bourgeoisies nationales. Il n'en est pas de même quand, au nom du patriotisme, ils prennent des positions en contradiction avec les positions de la Russie. De cela il y a peu d'exemples mais il y en a quelques uns. J'examinerai la dissolution du PC américain, la position prise par le PCF dans la question de la Ruhr et celle prise par le PC italien dans la question de Trieste.

D'une façon générale, après avoir éliminé tout ce qui n'est "national" qu'en apparence dans ces diverses positions, il reste des faits incontestables qui montrent une opposition entre certaines tendances communistes et la bourgeoisie russe. Il s'agit seulement de juger ces faits à leur juste importance, et celle-ci ne me semble pas être celle que lui attribuent les camarades qui s'en tiennent à la théorie du "communisme national". Pour ces camarades, il s'agirait de symptômes montrant que lorsque les intérêts d'une bourgeoisie entrent en conflit avec ceux de la Russie, les PC prennent parti pour leur bourgeoisie et prouvent ainsi la sincérité de leur patriotisme (comme dit Léon Blum). Or ces quelques faits ne peuvent pas avoir ce sens lorsqu'on les met en parallèle avec tous les cas où les PC ont pris position pour la Russie et contre leur propre bourgeoisie (campagne du PC anglais sur la Grèce, soutien du PCF pour le Vietnam et pour Messali Hadj, etc.). Leur sens semble être le suivant : certains PC font (pour de bon, cette fois !) de l'opportunisme, adoptant la position la plus favorable à leur propagande et à leur influence, dans l'espoir que les oscillations de la politique étrangère de la Russie pourront rétablir l'accord. A la faveur de cet opportunisme, il peut se produire un certain "noyautage" des PC par la bourgeoisie nationale, mais celui-ci n'a pas une importance plus grande que, par exemple, la scission de Gitton et Clamamus en 1939.

Dans le cas du PC américain, on se rappelle que celui-ci, en janvier 1944, était allé "un peu loin" en affirmant son loyalisme envers le capitalisme privé des USA et en décidant en conséquence de se dissoudre en tant que parti pour se transformer en simple "association politique", laquelle déclarait soutenir le programme de l'Association Nationale des Industriels.

Pour apprécier cet événement à sa juste valeur, il faut se rappeler l'époque à laquelle il s'est produit, 1943-44, époque où Staline dissolvait l'IC à la suite d'un compromis avec l'impérialisme américain, compromis nécessaire pour la poursuite de la guerre ; époque aussi où la bourgeoisie mondiale craignait, à tort ou à raison, que la fin de la guerre soit marquée par des mouvements révolutionnaires.

A cette occasion, Alexandre Barmine, ancien diplomate russe passé au service des USA, bien au courant des subtilités de la politique stalinienne, écrivait dans "The reader's digest" un article intitulé "La nouvelle conspiration communiste" où il mettait en relation la dissolution du PC avec plusieurs faits : en particulier la conquête par les staliniens de l'American Labor Party de New-York et leur noyautage du Political Action Committee du CIO (Lewis déclarait le 29 février 1944 : *"Philip Murray est prisonnier des communistes dans son propre syndicat... Sidney Hillman est exactement aussi mal en point..."*)

En fait, dans cette politique, le seul défaut du point de vue russe pouvait être de trop engager l'avenir par des déclarations trop nettes de loyalisme envers le capitalisme américain. Celles-ci ont peut-être été elles-mêmes dictées par Moscou. Même si ce n'est pas le cas, même si Browder (chef du PC des USA à l'époque) est allé "un peu loin" de sa propre initiative, il reste qu'il a suffi en 1945 d'un article de Jacques Duclos pour que le PC des USA rentre immédiatement "dans la ligne". Il n'y a même pas eu de scission : Browder a été exclu à peu près seul et a immédiatement montré sa "bonne volonté" en acceptant de se rendre à Moscou après son exclusion.

La position prise par le PCF a mis celui-ci en opposition directe avec la position russe en faveur de l'unité de l'Allemagne. C'est plus grave que la dissolution du PC des USA. Mais il faut tout de même remarquer que non seulement le PCF a fait de grands efforts pour essayer de montrer que sa position concorde avec la thèse russe mais encore que cette position du PCF, en tant que PC, n'a jamais été condamnée par aucune voix autorisée à Moscou ou dans l'ex-IC.

Si Moscou n'exerce aucune pression sur le PCF en vue de l'amener à changer de position sur cette question, on peut penser que la Russie n'est pas tellement gênée par l'attitude du PCF. Et, en effet, la question de la Ruhr en elle-même n'intéresse pas la Russie. Ce qui l'intéresse c'est de pouvoir opposer la France à l'Angleterre. Or la position prise par le PCF à la suite de toute la bourgeoisie française aboutit surtout à ce résultat. Au contraire, si le PCF avait adopté franchement la thèse russe, cela aurait pu, en divisant "l'opinion française", permettre au Parti Socialiste de se rapprocher de la thèse anglaise. Le PCF se trouvait ainsi dans une situation difficile et, si la façon dont il s'en est tiré lui a valu les compliments du PS pour "la sincérité de son patriotisme", il n'est pas exclu que ces compliments comportent une pointe d'ironie (comparer avec la lettre de Guy Mollet au CC de PCF qui reflète les vrais sentiments des socialistes à l'égard du "patriotisme" des staliniens). L'avenir, qui élargira le fossé entre la Russie et la France, dira jusqu'à quel point le patriotisme du PCF était sincère sur cette question.

Dans le cas de la position prise par le PC italien en faveur du rattachement de Trieste à l'Italie, il semble bien qu'on se trouve en présence d'un cas de patriotisme "sincère". Il est d'autant plus intéressant d'examiner le mécanisme de cette prise de position. Or c'est après beaucoup d'hésitations que le PC italien a adopté cette attitude. Au début il a souvent dénoncé le "chauvinisme" au sujet de Trieste, tout en menant une campagne nationaliste acharnée sur tous les points où les intérêts de la bourgeoisie italienne se heurtaient à ceux de l'Angleterre. Aujourd'hui encore, des journalistes

bourgeois peuvent constater de temps en temps avec amusement que le PC italien entretient les meilleurs rapports avec "le PC de la Vénétie julienne" (pro-yougoslave)... Il semble bien qu'on se trouve en face d'une manifestation caractérisée d'opportunisme (du point de vue stalinien) : le sentiment nationaliste est tellement fort dans le peuple italien, y compris dans le prolétariat, que le PC s'est vu dans l'alternative de réclamer "Trieste à l'Italie" ou de perdre toute influence. Comme la Yougoslavie est un des pays où l'impérialisme russe s'est installé le plus solidement, il y a peu de chance pour que la politique étrangère russe soit amenée à abandonner le mot-d'ordre "Trieste à la Yougoslavie" ; et ainsi la politique du PC italien se trouve en contradiction directe avec les intérêts russes. Jusqu'ici cette contradiction a été supportée en silence de part et d'autre, mais cela ne pourra pas durer éternellement. Déjà le PC italien s'est adressé au PCF pour lui demander de prendre position en faveur de "Trieste à l'Italie". La direction du PCF a évité de répondre directement mais a fait condamner "la déviation nationaliste" du PC italien par l'équipe d'«Action»... Moscou finira par être obligé de condamner la position du PC italien et le PC italien devra prendre position par rapport à Moscou. Il n'est pas douteux qu'une fraction du PC prendra le parti de la bourgeoisie italienne ; mais déjà certaines informations nous apprennent qu'une tendance "anti-chauvine" se développerait dans le PC italien. On peut déjà prévoir que cela finira par une scission. Le résultat en sera que la bourgeoisie italienne a pu "noyauter" une partie du PC italien mais qu'il subsistera tout de même en Italie un parti russe, et c'est là le fait significatif.

Qu'on se rappelle ce qui s'est passé dans le PCF en 1939. Le parti avait fait pendant des années une politique super-patriotique ; la plupart des militants étaient sincèrement chauvins. Au moment du Pacte germano-russe, le désarroi a été grand dans le parti : beaucoup de militants récents ont déchiré leur carte ; la direction a bafouillé, invitant Daladier à aller supplier Staline de changer d'avis ("*Mr Daladier, l'avion pour Moscou part tous les matins*" écrivait Aragon), votant les crédits de guerre, etc. Puis tout s'est tassé. Une minorité de dirigeants (Gitton, Clamamus, Soupé, etc.) ont pris le parti de la France – et encore... en allant dans le parti de Doriot qui, quelques années plus tard, s'est comporté comme un parti plus allemand que français – mais la majorité des militants "éduqués" ont pris nettement le parti de la Russie malgré l'abandon de "la base", malgré les hésitations de la direction, malgré la désorganisation totale des liaisons entre militants par la mobilisation et la répression. C'était alors un étonnement pour "Gringoire" par exemple de voir comment des militants isolés étaient capables de justifier chaque action de l'impérialisme russe avec les mêmes phrases. La bourgeoisie nationaliste se révélait incapable de comprendre l'existence d'un parti – un parti, pas seulement un réseau d'espionnage – russe en France. Les militants révolutionnaires manifesteront-ils la même incompréhension ? C'est pourtant là que se trouvait le fait significatif de l'époque, là et non la volte-face de Gitton ou dans les hésitations de Cachin. Et il n'y a pas de raison de penser que les difficultés actuelles du PCF ou du PC italien se terminent autrement que les difficultés du PCF en 1939.

(à suivre)

Bergeron